

signification profonde des décrets bolchéviks sur la terre.

Dans le « glacis », actuellement, le pouvoir politique (le gouvernement et l'appareil étatique partagés avec la bourgeoisie nationale), est utilisé par les stalinien pour ravier à la bourgeoisie le soutien de la paysannerie, mais pour consolider davantage le régime capitaliste dans les campagnes ; le petit paysan, avec une petite propriété liée au cou, ne fera sa propre expérience de la faillite de la petite propriété, dans le cadre d'une économie capitaliste décadente, qu'après de longues années.

Les nationalisations de l'industrie

Les nationalisations de l'industrie et leur ampleur font germer les idées les plus baroques dans les cervelles de petits bourgeois.

Rappelons tout d'abord que tous les pays du Centre-Est ont souffert et souffrent d'une atrophie de capital privé, signe du tardif développement capitaliste de ces pays. L'entreprise d'Etat y a joué naturellement un rôle grandissant, en même temps que l'impérialisme international pouvait prélever, grâce à un système de prêts et d'investissements, une grande partie du revenu national.

Avant la guerre, l'Etat possédait par exemple, en Pologne, presque tout le système des transports, 70 % de la production de l'acier, 50 % de l'industrie métallurgique et des charbonnages, 100 % de l'industrie chimique, sans parler des monopoles de l'alcool, du tabac, des allumettes, etc. Ce cas typique pour le Centre-Est montre que seul l'Etat, agissant au nom de la bourgeoisie dans son ensemble, pouvait procéder aux grands investissements dans certaines branches, le reste devant être abandonné au capital étranger. On peut dire que la propriété privée était représentée dans l'industrie et dans la banque essentiellement par le capital étranger.

En effet, avant la guerre de 1939, le capital étranger détenait les 40 % du total des capitaux des sociétés par actions de Pologne ; 11 sur 16 établissements bancaires de Yougoslavie étaient entièrement entre les mains de la finance française, anglaise et allemande, 80 % du capital investi dans les 102 entreprises centrales de Bulgarie étaient entre les mains du capital étranger ; 41 % du total des sociétés par actions étaient entre les mains de l'étranger en Roumanie. L'Albanie était tout entière dominée comme une colonie par le capital italien.

L'extension des nationalisations, c'est-à-dire de l'entreprise étatique était donc inhérente à l'ensemble des pays du Centre-Est ; et d'autant plus dans les territoires « conquis » par la Pologne (100.000 km. carrés) et la Tchécoslovaquie, sur les anciens territoires allemands (pays sudètes), dont les propriétaires avaient fui. Et l'on peut ajouter qu'elles ont aidé les pays du Centre-Est à secouer seulement pour un certain temps la mainmise du capital étranger.

Ces nationalisations ne transformant pas du fait de leur ampleur, les rapports entre les classes comme on l'affirme à tort. C'est précisément en tant

que mandataire de l'ensemble de la classe dominante que l'Etat assume en période de crise ou en période de pénurie de capitaux la gestion d'un secteur important de l'Economie. Le fait nouveau dans le « glacis » est le bénéfice que la bureaucratie du Kremlin tire de ces mesures en fonction du rapport des forces entre elle et la bourgeoisie nationale.

Dans le Centre-Est, l'Etat propriétaire impose la gestion des entreprises nationalisées d'après les principes purement commerciaux de l'économie capitaliste ; les employés sont les employés privés de chaque entreprise ; tous les bénéfices sont versés au Trésor ; toutes les nationalisations sauf celle des biens allemands, hongrois ou collaborateurs, ont été faites sur la base du rachat sous la forme d'obligations d'Etat à 3 et 3,5 %.

La direction appartient à l'administration de l'entreprise. En Allemagne dans la zone russe, l'administration de l'entreprise est conjointement assurée par quatre délégués, un pour chaque parti politique. Le Conseil des ouvriers et des employés n'exerce pas le contrôle sur la production et n'a aucun droit de gestion. Les délégués ne sont pas élus mais désignés ; leur droit est seulement d'apporter des suggestions pour améliorer le rendement. L'ensemble du personnel participe à 10 % du bénéfice net de l'entreprise. Le droit de grève est supprimé dans tout le « glacis ».

Le remplacement des anciennes directions des entreprises désormais étatisées comme l'indemnisation des actionnaires étrangers crée non pas un déplacement de la forme de la propriété, mais un changement de propriétaires ; en ce sens, la dualité des pouvoirs (uniquement entre bourgeoisie et bureaucratie stalinienne) a pris également corps dans l'appareil économique.

L'ensemble de l'économie du glacis est régie ainsi par les lois capitalistes même si l'U.R.S.S. s'est assurée sur la base des accords commerciaux, la possibilité de centraliser entre ses mains le commerce extérieur de ces pays et de contrôler le fonctionnement de l'économie nationale par les stalinien du pays.

La politique des réparations (en moyenne 300 millions de dollars pour chaque pays du « glacis » sauf la Yougoslavie), comme celle du pillage à grande échelle et de la réduction en esclavage de couches très larges de la population du « glacis » (déportées en U.R.S.S.) ont été entreprises par le Kremlin sous l'effet combiné de la destruction de son propre appareil de production, comme de l'incertitude de la durée de l'occupation du « glacis ».

Le maintien de l'économie capitaliste dans l'ensemble du « glacis », la crise économique engendrée par la guerre et les destructions, comme les prélèvements massifs opérés par la bureaucratie ont entraîné l'effondrement successif de toutes les monnaies nationales du « glacis » et une misère sans bornes des masses laborieuses. L'U.R.S.S. manque elle-même de ressources pour amener la production du « glacis », ne serait-ce qu'aux trois quarts de la production d'avant guerre. Dans ces conditions, l'appel au capital étranger devient un besoin qui saisit à la gorge

l'ensemble de ces pays. Déjà, les représentants du gouvernement hongrois ont pris un billet d'aller — pour Wall Street — et le gouvernement polonais vient de contracter un emprunt de 90.000.000 de dollars en Amérique. Or, l'appel au capital étranger suppose pour celui-ci la possibilité de dicter des conditions non seulement économiques, mais aussi politiques. Tous les efforts de Molotov dans les conférences internationales seront impuissants à retarder l'effondrement économique du « glacis » qui prépare le retour offensif du capital étranger. Brisée par la mainmise bureaucratique, la combativité révolutionnaire des masses sera incapable de s'opposer à la nouvelle pénétration de l'impérialisme américain.

La politique du « produire à tout prix », le mot d'ordre général dans tous les pays du « glacis » comme dans celui des autres pays européens ne peut assurer l'indépendance économique du pays sur la base du capitalisme face au capital étranger.

Dans tout le « glacis », outre cette idée de libération du capital étranger, la production au rendement dans le cadre de la dualité des pouvoirs signifie encore une façon de prélever un supplément de plus-value à la classe ouvrière.

La classe ouvrière de tous les pays du « glacis » est devenue le puceron à lait de la bureaucratie.

Le cas particulier de la Yougoslavie

Nulle part dans le « glacis », et dans le reste de l'Europe, sauf en Grèce et en Italie, la lutte de classes n'a pris un caractère aussi explosif qu'en Yougoslavie où la défaite a libéré à la fois toutes contradictions sociales et nationales. Dès 1942, le Comité antifasciste de la Libération nationale (L'Avnoy) entièrement contrôlé par les stalinien, couronne une pyramide de Comités ouvriers et paysans en forte proportion, qui, d'après l'expression d'alors de Tito étaient les « germes d'un futur pouvoir du peuple ». « L'Avnoy » dut mener la lutte non seulement contre les nazis et le gouvernement du Quisling yougoslave Neditch, mais aussi contre les « partisans » de Mikailovitch soutenus par Neditch. Une véritable guerre civile eut ainsi lieu en Yougoslavie sous couleur de guerre contre l'oppression nationale. Et dès 1943, les sections des partisans de Yougoslavie contrôlèrent entièrement des parties importantes du pays.

Là, mieux qu'ailleurs, on peut apprécier le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et en même temps ce qui le distingue du réformisme.

La défaite des partisans et ensuite l'action des partisans a complètement détruit l'ossature de l'Etat bourgeois. Les anciens partis politiques ont complètement disparu. L'Intelligentsia s'est ralliée aux Comités de Libération nationale. A part l'Armée rouge amie, aucune armée étrangère n'a pénétré sur le sol du pays à la suite de l'effondrement des armées allemandes.

Cependant, les cadres de l'économie capitaliste ont été préservés : pratiquement maîtres du pouvoir, les stalinien

n'ont pas procédé, ni à la nationalisation du sol, ni à la socialisation des moyens de production, ni à la planification de l'économie, ni encore moins à l'élargissement de la démocratie populaire engendrée par la création des comités.

Le stalinisme maître du pouvoir a accouché d'une république petite-bourgeoise qui a copié les formes extérieures de l'Etat soviétique dégénéré sans en avoir son contenu. Selon la définition assez alambiquée du chef communiste Pijade, « la Yougoslavie n'est ni une république bourgeoise démocratique, ni une république socialiste, elle est une forme supérieure à la république bourgeoise démocratique, mais inférieure à la république socialiste ».

En réalité, la république yougoslave est l'image même d'une révolution prolétarienne décapitée : avant que celle-ci puisse aboutir à l'instauration d'un véritable régime ouvrier et paysan, la bureaucratie a étranglé la démocratie des comités et les a transformés en une machine bureaucratique d'un Etat petit-bourgeois qui s'appuie sur la base économique de la petite propriété aussi bien à la ville que dans les campagnes.

La « conquête de l'Etat bourgeois »

L'épuration massive, l'organisation « populaire » de l'armée, comme la tendance à l'organisation du parti unique, furent les instruments que le stalinisme utilisa en vue de modifier l'équilibre qui s'était établi entre lui et la bourgeoisie autochtone, à l'intérieur de l'Etat bourgeois.

L'épuration continua à l'intérieur de chaque pays la lutte contre les éléments hostiles à l'U.R.S.S.

Les épurations les plus massives eurent lieu en Bulgarie, où, en l'espace de huit mois, eurent lieu 131 procès et 2.000 condamnations à mort (dont les trois régents, la plupart des ministres qui se sont succédés en 1943 à 1944 et une grande partie des députés réactionnaires). Cependant, l'exemple de la Bulgarie même prouve que, malgré ces épurations, les représentants traditionnels de la bourgeoisie se retrouvent à des postes-clés dans le gouvernement et à la tête du parti unique appelé « Front de la Patrie ». On peut ainsi comprendre pourquoi un journal bourgeois disait en jugeant l'ensemble des épurations bulgares : « Il est certes mieux de poser des problèmes politiques du pouvoir devant un tribunal plutôt que dans une sanglante guerre civile. » (*Der Bund*, de Berne, 6 févr. 1945.)

L'épuration frappa une partie des éléments les plus compromis et permit du même coup la réhabilitation de ceux qui rejoignirent les divers « Fronts populaires » constitués dans chaque pays.

La dualité des pouvoirs institués dans le gouvernement, dans l'appareil d'Etat comme dans l'économie, s'est traduite par la refonte de l'armée baptisée « populaire » et « démocratique ». Effectivement, l'ancienne caste des officiers a été en partie dispersée, en partie détruite ; en partie, elle s'est adaptée au nouveau régime. Mais le modèle de cette armée « démocratique », c'est l'ar-

mée rouge dégénérée qui consacre une forte hiérarchie et une autorité absolue des cadres supérieurs. La démocratisation a été positive dans la mesure où elle a éliminé les ennemis de l'U.R.S.S., mais elle n'a pas entraîné avec elle l'émancipation du soldat.

Le maintien de « l'unité de la résistance » a été pour le stalinisme le masque derrière lequel les partis stalinien ont œuvré à la suppression de toute vie politique et de toute démocratie dans tous les pays occupés.

La constitution des partis uniques avec une plate-forme petite-bourgeoise (Front de la patrie bulgare, Front démocratique roumain, Parti unique de Tito en Yougoslavie), bien tenus en main par les stalinien, a permis à la fois la justification de la politique de freinage de la lutte révolutionnaire et la suppression de tout courant politique quel qu'il soit, hostile au stalinisme.

Là où le Front n'a pu être réalisé, d'une part sous la pression des larges masses qui se sont réfugiées dans des partis réformistes ou bourgeois (Parti Paysan Polonais, Parti Petit-Agrarien Hongrois) le stalinisme a appliqué à leur égard la politique de noyautage de la base au sommet.

La politique germée dans la cervelle d'une bureaucratie dégénérée, celle de pénétrer en force dans la machine étatique bourgeoise pour la faire marcher en faveur du Kremlin, montre par là même la différence existant entre le stalinisme et le réformisme :

En pénétrant la machine étatique, en casant ses créatures aux divers échelons de l'appareil, les réformistes n'éprouvent aucun besoin d'apporter des modifications quelconques dans l'ossature de cet appareil. Par contre, tout en restant sur la base du régime capitaliste, le stalinisme amène, de par sa nature, certaines modifications (réformes agraires, nationalisations extensives, épuration) ; l'explication c'est, comme nous le disions, dans le fait que le stalinisme entraîne, là où il s'empare des postes de commande, une dualité de pouvoirs entre la bourgeoisie nationale et le Kremlin, tandis que les réformistes, agents du capitalisme autochtone, ne portent, de ce fait, aucun partage du pouvoir.

Le même souci de conquérir l'appareil de l'Etat bourgeois, non pour le briser, mais pour le faire servir à ses propres fins, dicte également la politique stalinienne à l'extérieur du glacis. Mais l'aboutissement ne peut être le même : tandis que, dans les pays occupés, l'assimilation structurelle est l'aboutissement logique de la contradiction qui oppose la bourgeoisie nationale et la bureaucratie, dans les pays tels que la France, l'Italie, la Belgique, etc., les bases mêmes du régime capitaliste ne sont pas le moins du monde menacées par la participation plus ou moins grande des stalinien au gouvernement. Cette politique a d'ailleurs été préfigurée et encore dans les conditions d'une guerre civile ouverte dans la politique poursuivie par le stalinisme en Espagne de 1936 à 1939.

Examinons concrètement la politique stalinienne actuelle :

L'essence de la politique stalinienne à l'extérieur de l'U.R.S.S., est la « conquête » de l'Etat bourgeois, la neutralisation de la bourgeoisie et l'établissement d'une dualité de pouvoirs en faveur du Kremlin. Une telle dualité de pouvoir est une forme défigurée de la dualité de pouvoirs entre la bourgeoisie et le prolétariat et, dans ce sens, elle ne peut prendre corps que dans la mesure où a lieu une large radicalisation des couches ouvrières et paysannes.

Cependant, il suffit de comparer d'une part la politique des partis stalinien dans les pays alliés au Kremlin avec celle pratiquée dans les pays qui ne le sont pas, d'autre part de rappeler les divers tournants de chacun des partis stalinien pour se rendre compte qu'aucun parti dans l'histoire, quel qu'il soit, n'a jamais pu tenir si peu compte de la réaction de sa base.

En effet, en 1930, en France, en pleine montée révolutionnaire, en juin, le P.C. ose, avec un cynisme qui ferait pâlir le réformisme, lancer le mot d'ordre qu'il faut savoir terminer une grève. En 1938, en pleine période de reflux, il ose appeler à la grève et à la défaite (novembre). En 1939, à la suite du pacte germano-russe, il devient défaitiste pour devenir patriote en 1941. En 1945, en pleine montée, il ose procéder à la dissolution des gardes patriotiques et à la liquidation des C.L.N. et autres comités (janvier). En 1946, il tourne sur la question des salaires sans toutefois abandonner le mot d'ordre qui le contredit, celui de produire. La constante de ces variations sont les intérêts de la bureaucratie soviétique et, par conséquent, l'état de ses relations internationales. Cependant, cette constante apparaît difficilement à travers les derniers tournants, aux yeux de la classe ouvrière.

La guerre a libéré d'une façon explosive une série de contradictions contenues jusque-là par le régime capitaliste. Mais le stalinisme s'est montré infiniment plus capable que le réformisme de « pourrir » la montée révolutionnaire. La guerre, bien qu'à des niveaux différents et avec une ampleur variable, s'est transformée en guerre civile en Italie, en Grèce, en France, dans le « glacis » et en Allemagne même, dans les colonies. La lutte de classes connaît un véritable renouveau en Amérique et en Angleterre.

Cette montée révolutionnaire s'est traduite en grande partie par le renforcement des partis stalinien, qui n'ont été à aucun moment débordés par elle et ce débordement apparaît comme un problème infiniment plus complexe que ne le fut le débordement du réformisme en 1918.

L'opposition des impérialistes anglais et américains réhabilités dans une certaine mesure le stalinisme même en Allemagne où, pourtant, il avait le moins de chances de reprendre des forces.

L'opposition farouche que rencontrent les P.C. de la part des bourgeoisies nationales qui voient en eux un danger du fait que, contrairement au réformisme, les stalinien ne sont pas ses propres agents, mais les agents de la bureaucratie soviétique, non seulement renforce le crédit des P.C. auprès des masses, mais donne à faux un cachet révolutionnaire même aux mesures les plus réactionnaires proposées dans les divers pays capitalistes par les partis stalinien.